

15 janvier 2020

(20-0467)

Page: 1/3

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: français

## MISE EN ŒUVRE ET ADMINISTRATION DE L'ACCORD SUR LES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE

COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR LA CÔTE D'IVOIRE

### *Addendum*

La communication ci-après, présentée au titre de l'article 15.2 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce et datée du 6 janvier 2020, a été reçue de la Côte d'Ivoire.

---

Conformément à l'article 15.2 de l'Accord sur les Obstacles Techniques au Commerce (OTC), le Gouvernement de Côte d'Ivoire, membre du GATT depuis le 31 décembre 1963 et membre de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995, souhaite informer le comité des mesures prises pour assurer la mise en œuvre et l'administration de l'Accord.

La Côte d'Ivoire met en œuvre l'ensemble des accords de l'OMC et participe aux négociations en cours sur les nouvelles questions intéressant le système multilatéral commercial. Au sein de ces accords se trouve l'Accord sur les obstacles Techniques au Commerce (OTC), qui vise à faire en sorte que les règlements techniques, les normes et les procédures d'évaluation de la conformité soient non discriminatoires et ne créent pas d'obstacles non nécessaires au commerce. Cet accord reconnaît aux Membres le droit de mettre en œuvre des mesures permettant d'atteindre leurs objectifs légitimes de politique générale, comme la protection de la santé et de la sécurité des personnes ou la protection de l'environnement.

### **1 MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD SUR LES OTC**

1.1. La mise en œuvre de l'accord sur les OTC au plan national peut être présentée autour des trois principaux domaines liés à l'accord que sont les règlements techniques (obligatoires), les normes (non obligatoires) et les procédures d'évaluation de la conformité.

#### **1.1 Les règlements techniques**

1.2. En Côte d'Ivoire, un ensemble de textes réglementaires définit les règlements techniques applicables dans le cadre des échanges internationaux. L'on peut citer entre autres les lois et les décrets rendant certaines normes d'application obligatoire, d'interdiction d'importation des véhicules de plus de 5 ans, d'interdiction des postes de télévision analogiques, et d'interdiction concernant les sachets plastiques etc.

1.3. Le Ministère du Commerce et de l'Industrie, à travers les services de la Direction de la Métrologie du contrôle de la qualité, de la répression des fraudes (DMCQRF) et de la Direction de la Régulation des Échanges (DRE) assure le contrôle et le suivi des dites mesures. Dans le cadre des procédures d'importation, certains départements Ministériels au travers de leurs services procèdent également à des contrôles documentaires et/ou physiques. Cependant les services des douanes sont en première ligne au niveau du territoire douanier.

## 1.2 Les normes

1.4. Au niveau national, créée le 24 septembre 1992, CODINORM, structure reconnue d'utilité publique depuis le 10 juillet 2002, est l'organisme chargé de l'élaboration et de la diffusion des normes ivoiriennes. Elle est accompagnée par Le Comité Ivoirien de Normalisation (CIN) institué par décret n°2014-460 du 06 août 2014 portant attributions, organisation et fonctionnement qui a pour objet de contribuer à la mise en œuvre de la politique nationale de la qualité, du système d'élaboration et d'application des normes et des moyens de contrôle de la qualité des produits, des biens et services destinés au public.

1.5. CODINORM est en outre chargée de la Certification des produits avec attribution d'une Marque nationale et des attestations de conformité aux normes.

1.6. Au niveau régional CODINORM est membre de:

- L'Organisation Africaine de Normalisation (ORAN)
- La Commission Africaine de Normalisation Électrotechnique (AFSEC)
- Du Secrétariat régional de la Normalisation, de la Certification et de la promotion de la Qualité (NormCerq) Commission de l'UEMOA et abrite le secrétariat régional de la normalisation électrotechnique.

1.7. Au niveau international, CODINORM est un comité membre de l'ISO depuis 1997 après avoir été membre correspondant de janvier 1975 à juillet 1997. Par cette adhésion à l'ISO, CODINORM dispose en ligne de l'ensemble des normes ISO qui peuvent être mis à la disposition du public. CODINORM est membre du:

- Comité ISO pour les pays en développement (DEVCO)
- Programme des pays Affiliés du Comité Électrotechnique International (CEI)

1.8. CODINORM est signataire du code de bonne pratique de Normalisation par lequel il intègre la normalisation internationale dans la formulation des normes ivoiriennes. Généralement, CODINORM accordait 45 jours pour la présentation de commentaires sur un projet de mesure. Il est le Point National d'Information de l'OMC sur les Obstacles Techniques au Commerce.

KOUASSI Yao Edmond

Directeur du Centre d'information sur les normes et la Réglementation (CINR/CODINORM)

Côte d'Ivoire Normalisation (CODINORM)

2 plateaux Sideci - Angle Blvd Latrille/ rue K115 Villa 195 (repère SOCOCE 2-plateaux)

Abidjan - Cocody 01

bp 1872 Abidjan 01

email: [info@codinorm.ci](mailto:info@codinorm.ci)

[edmondkouassi@codinorm.ci](mailto:edmondkouassi@codinorm.ci)

[kouassed2007@yahoo.fr](mailto:kouassed2007@yahoo.fr)

Tel : +(225) 22416758 / 20011074/ 77004612 / 71110808

## 1.3 Procédure d'évaluation de la conformité

1.9. La Côte d'Ivoire a mis en place une procédure d'évaluation de la conformité (VOC) en vue de lutter contre la fraude et la contrefaçon sur certains produits. Ce programme est dans sa phase active depuis janvier 2019 et concerne aussi bien des produits alimentaires que non alimentaires.

1.10. Les entreprises Prestataires, mandatées par l'État de Côte d'Ivoire pour effectuer la vérification et l'évaluation de la conformité avant embarquement des marchandises à importer en Côte d'Ivoire sont :

- Bureau Veritas Inspection Valuation Assessment and Control-BIVAC BV
- COTECNA Inspection SA
- INTERTEK, International Limited
- SGS, Société Générale de Surveillance SA

1.11. Ceux-ci, au travers de leur réseau international de filiales et laboratoires, interviendront dans tous les pays d'exportation ou d'origine pour s'assurer de la conformité aux normes des produits concernés par le Programme.

---